agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

# ASIE/SRI LANKA - Dénonciation d'un « génocide des tamouls » de la part de la Commission Justice et Paix du Diocèse de Jaffna

Jaffna (Agence Fides) – « Un génocide du peuple tamoul est actuellement en cours au Sri Lanka » : c'est la forte dénonciation qu'a fait parvenir la Commission Justice et Paix du Diocèse de Jaffna, dans le nord du Sri Lanka, à la Nonciature apostolique et à tous les Evêques du pays. Dans une lettre, longue et détaillée, parvenue à l'Agence Fides, le Président de la Commission, le Père S.V.B. Mangalarajah, lance l'alarme et invite le Saint-Siège à exercer des pressions politiques sur le gouvernement du Sri Lanka afin de proposer « une solution politique équitable » en ce qui concerne l'organisation nationale de l'après-guerre civile.
La lettre fait état d'un certain nombre de « questions de bases irrésolues » pour le peuple tamoul, minorité ethnique qui vit dans le nord et l'est de l'île.
La première des questions citées est la transparence et la responsabilité en ce qui concerne la vérification des violations des droits humains, en particulier au cours des phases finales de la guerre, en 2009. Le texte demande justice « de la mort de milliers de civils innocents » et réclame une enquête internationale concernant les personnes disparues, l'usage des bombes à fragmentation et d'armes chimiques.
Le deuxième point concerne la confiscation de terres appartenant à des civils tamouls. En effet, 90% des territoires occupés à l'époque de la guerre n'ont pas encore été restitués à leurs légitimes propriétaires. L'Eglise catholique a, elle aussi, perdu, au titre des terrains confisqués, trois Paroisses comprenant de nombreuses églises, chapelles et instituts. De nombreux terrains côtiers ont été séquestrés de manière totalement arbitraire et donnés à des militaires ou à des fonctionnaires afin qu'y soient construits des résidences de luxe au détriment des pêcheurs locaux.
Le troisième point de cette dénonciation porte sur le « contrôle démographique coercitif » de la population tamoule, en grande partie catholique. Les femmes du district de Kilinochchi sont portées à l'hôpital et contraintes, sur la base d'informations médicales manipulées, à prendre de la progestérone au moyen d'implants sous-cutanés en vue d'un contrôle des naissances.
Par ailleurs, la situation de milliers de prisonniers politiques tamouls, qui se trouvent dans les prisons d'Etat pour certains depuis plus de 15 ans, demeure difficile. Il s'agit de civils, de femmes, de personnes âgées, de malades, souvent accusés seulement d'avoir ravitaillé en nourriture des guérilleros. L'Evêque de Mannar, S.Exc. Rayappu Joseph, s'est par ailleurs vu refusé le droit de leur rendre visite.
Le cinquième problème soulevé par la lettre consiste dans la peur qui règne, en particulier dans la région de Vanni, parmi les familles tamoules comptant en leur sein des jeunes filles. En effet, de nombreux cas d'abus sexuels de la part de militaires ont été enregistrés sans qu'ils fassent pour autant l'objet d'aucune poursuite. Dans les zones que l'armée a quittées, comme cela est le cas du territoire de Jaffna, des restes humains et des fosses communes, qui pourraient contenir les corps de personnes disparues, ont été retrouvés.
Enfin, le texte dénonce la « colonisation ethnique, culturelle et religieuse », appuyée par le gouvernement de la part de colons cingalais, immigrés en masse afin de convertir et de normaliser les zones historiquement tamoules.
Le gouvernement – conclut la Commission Justice et Paix – a lourdement influencé les élections du Conseil provincial local, continue à censurer les moyens de communication de masse et toute forme de contestation y compris au travers d'intimidations et de menaces, ignorant totalement un parcours de « justice, paix et réconciliation ». (PA) (Agence Fides 23/10/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it